



Les « fonds vautours » prospèrent sur la misère en spéculant sur l'endettement des particuliers

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 15 décembre 2017

[Bastamag / CADTM](#) 8 décembre 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Elles s'appellent Intrum, Cabot, ou encore Arrow... Si vous avez déjà eu une facture impayée, auprès d'un opérateur de téléphonie ou d'une société de crédit, peut-être avez-vous eu affaire à l'une de ces sociétés de recouvrement et à leurs méthodes agressives. Nées en Scandinavie, puis implantées en Grande-Bretagne et aux États-Unis, elles montent en puissance depuis la crise financière de 2008, qui a plongé des populations entières dans la pauvreté. Au point que leurs profits se chiffrent désormais en centaines de millions d'euros.

Grâce à la [campagne internationale](#) lancée par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), on connaît l'action néfaste des [fonds vautours](#) à l'égard des dettes souveraines contractées par les États : ils achètent des titres de cette [dette](#) souveraine à prix bradés (5 à 20 % de la valeur initiale des titres), avant de recourir à des tribunaux pour récupérer un maximum d'argent.

Le même type d'activité est en plein développement dans le domaine des dettes contractées par les particuliers. Il faut dire que les possibilités d'expansion sont énormes, car en Europe le volume des crédits privés en suspension de paiement s'élève à 1000 milliards d'euros [1]. Avec l'appauvrissement des catégories populaires, le volume des défauts de paiement des dettes des ménages et des micro-entreprises va inéluctablement augmenter.

Recouvrement agressif

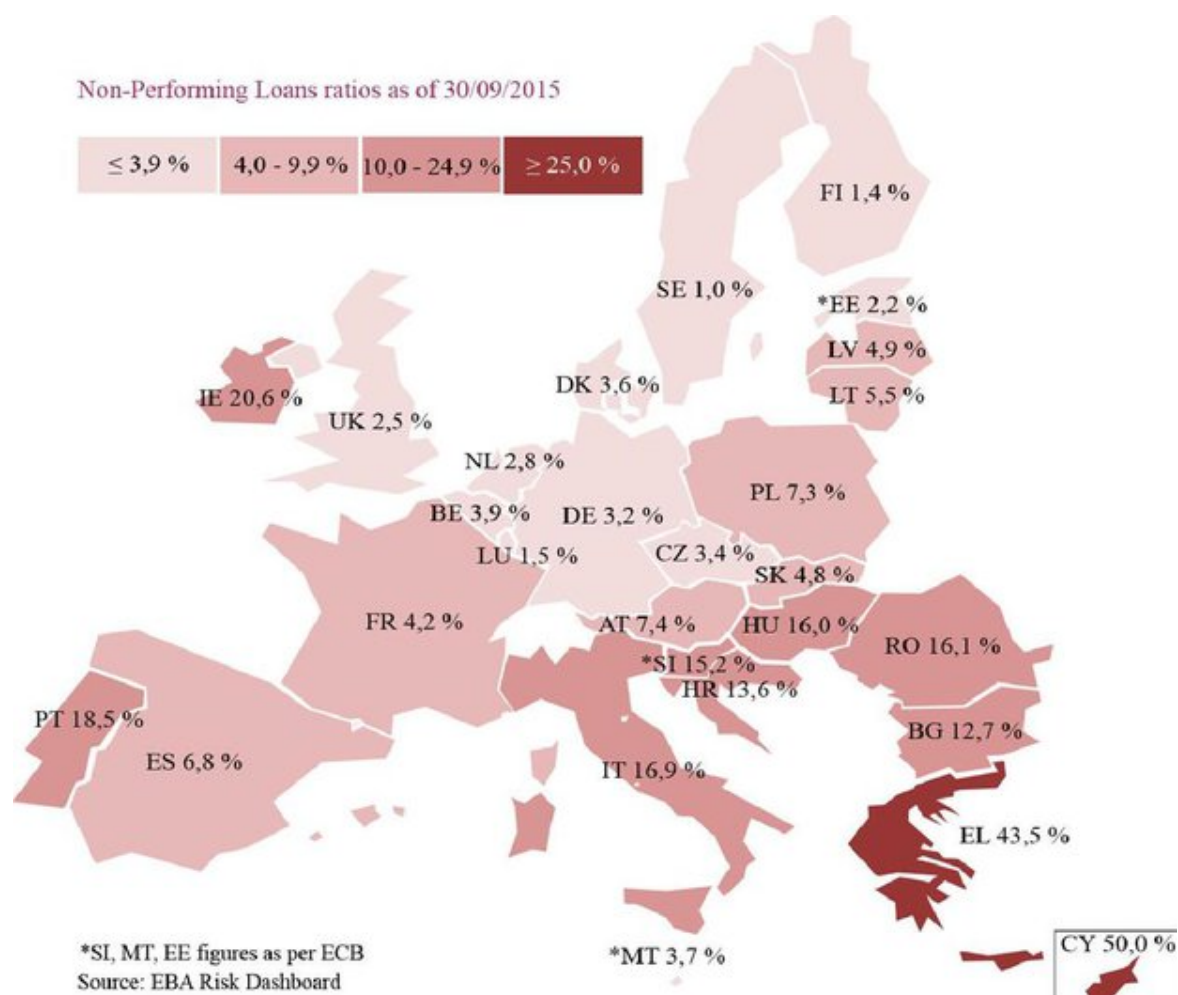
Le mode opératoire des fonds vautours dans le domaine des dettes privées est simple. Ces derniers rachètent des paquets de dettes impayées à des banques [2], à des sociétés de téléphonie mobile, à des sociétés de crédit immobilier, ou encore à des entreprises de fourniture d'énergie aux particuliers. En général, les fonds vautours achètent ces paquets de dettes impayées à 10% de leur valeur, et essaient par le harcèlement des personnes endettées, ainsi que par des procédures en justice, de récupérer 20% à 30% de la valeur de départ.

Il semble qu'en Europe les sociétés financières spécialisées dans ce genre d'activités de « charognards » se sont d'abord activement développées en Scandinavie suite à la crise bancaire des années 1980-1990. Il s'agit des sociétés suédoises [Intrum](#) et [Aktiv Kapital](#) - une filiale du groupe états-unien PRA.

Un business florissant

Selon une étude publiée par la banque Morgan Stanley, en Europe, le volume total des paquets de dettes impayées en possession des sept plus grandes sociétés spécialisées dans la récupération auprès des particuliers a doublé entre 2014 et 2017, passant d'environ 4 milliards de livres sterling à un peu plus de 8 (Financial Times, 23 novembre 2017). En 2016, Intrum a fait 197 millions d'euros de bénéfices. [Cabot](#), une société britannique [\[3\]](#), a gagné 155 millions d'euros. Arrow, autre entreprise britannique, a réalisé quant à elle un bénéfice de 118 millions d'euros. [Hoist](#), britannique également, 93 millions d'euros. [Kruk](#), société polonaise, 91 millions. Le 3 décembre 2017, on pouvait lire sur le site d'Arrow que 4 millions de familles seraient en défaut de paiement en Grande-Bretagne.

En octobre 2017, Intrum a racheté en Grèce un paquet de dettes impayées pour une valeur de 40 millions d'euros. Mais la société a vraisemblablement payé la somme de 1,2 million d'euros pour acquérir ce portefeuille, soit 3% de sa valeur nominale. D'après le directeur d'Intrum, Mikael Ericson, le marché grec des dettes impayées des ménages offrirait un extraordinaire potentiel de développement, car en 2017 près de 50% des dettes y seraient en suspension de paiement [\[4\]](#). C'est l'équivalent, dit-il, de l'ensemble du marché constitué par les pays d'Europe centrale et de l'Est.



Cartographie des dettes impayées, en pourcentage du montant total des crédits alloués par les banques dans l'Union européenne (au 30 septembre 2015).

De nouveaux acteurs sur le « marché »

Néanmoins, la concurrence s'accroît entre les différents « fonds vautours », ce qui a

tendance à faire baisser le rendement de leurs activités. Alors qu'il y a cinq ans, un « investissement » d'un million d'euros dans le rachat de dettes impayées pouvait permettre d'en récupérer trois, en 2017 ce rendement a « chuté » à un ratio compris entre 1,8 et 2 fois la mise initiale.

D'autres fonds vautours sont par ailleurs [actifs](#) dans le rachat de dettes impayées, notamment le tristement célèbre fonds Elliot possédé par Paul Singer. Elliot a racheté à deux banques espagnoles – Banco Popular, rachetée par Santander en mai 2017, et Bankia – des paquets de dettes impayées [\[5\]](#). Le groupe états-unien Blackstone est devenu également très actif en Espagne [\[6\]](#).

Blackstone, l'équilibriste

Blackstone a ainsi des activités très diversifiées : en amont, l'entreprise se spécialise dans l'octroi de crédit à risque à des micro-entreprises et à des PME. Pour ce faire, elle s'est dotée d'une division spéciale, [GSO](#). GSO propose des contrats de dettes simplifiés, beaucoup plus risqués mais aussi plus rémunérateurs, ce qui permet d'attirer des PME qui n'ont plus accès aux crédits bancaires normaux. D'un autre côté, GSO attire les investisseurs à la recherche d'un rendement maximum, notamment des fonds de pensions. GSO leur propose d'avancer des fonds, prêtés aux microentreprises privées et aux PME.

Sur ce point, le *Financial Times*, dans son édition du 17 novembre 2017, tire en quelque sorte la sonnette d'alarme. Pour le quotidien britannique, les [fonds de pension](#) sont en train de prendre de grands risques avec l'épargne de leurs membres en investissant dans ces produits créés par GSO [\[7\]](#). En résumé : d'un côté, Blackstone prête de l'argent à un taux élevé – et attire des fonds de pensions à la recherche de hauts rendements financiers. De l'autre, la société rachète des portefeuilles de dettes impayées...

Un phénomène massif de dépossession

Lorsque la bulle immobilière a éclaté au Japon (dans les années 1990), aux États-Unis (2006-2007), en Irlande et en Islande (2008), puis en Espagne (2009), des dizaines de millions de ménages des classes populaires ont été acculés à la cessation de paiement et ont commencé à être victimes d'expulsions massives. Aux États-Unis, depuis 2006, quatorze millions de familles ont été dépossédées de leurs logements par les banques. En Espagne, il s'agit de plus de 300 000 familles. Dans un contexte de baisse du salaire réel, de chômage massif et de conditions de prêts abusives, les effets de ces dettes sont catastrophiques pour une partie croissante de la population, qui finance à crédit sa consommation courante car les revenus normaux ne suffisent plus à payer les frais d'alimentation, de logement, de vêtement, de chauffage, d'éclairage, de santé, d'éducation... Des firmes se spécialisent donc dans les ventes à crédit à des secteurs fragilisés de la population.

Dans certains cas, les crédits sont octroyés au départ à taux zéro afin d'attirer les clients, mais dès que des retards de paiement surviennent, les taux d'intérêts explosent et le harcèlement commence. Dans d'autres cas, les taux d'intérêts initiaux sont directement usuraires. Nous sommes confrontés une nouvelle fois dans l'histoire des pays du Nord à un phénomène massif de dépossession brutale. Les dettes privées y jouent un rôle clé. Aux États-Unis, la justice a dénombré pas moins de 500 000 cas de contrats immobiliers abusifs et frauduleux, mais le chiffre réel est sans doute bien plus élevé. En Espagne, la législation

utilisée par les banquiers pour expulser les familles de leurs logements date de l'époque du dictateur Franco. En Grèce, dans le cadre du troisième mémorandum accepté par le gouvernement Tsipras en 2015, les banques commencent à avoir les mains libres pour expulser les familles incapables de payer leurs dettes hypothécaires.

Mettre en cause le pouvoir des crédateurs

La nouvelle crise internationale qui a commencé en 2007 a mis à nu le comportement frauduleux des banques. Suite aux expulsions massives de logements qui ont suivi aux États-Unis, en Espagne et ailleurs, de plus en plus de personnes remettent en question les dettes dans des pays où habituellement l'obligation de rembourser un crédit était incontestée. Ada Colau, élue maire de Barcelone en 2015, a rassemblé autour de sa personne un important soutien populaire en participant activement à la plate-forme contre les expulsions de logements réalisées par les banques à l'encontre des familles incapables de continuer à payer leurs dettes hypothécaires. Quelques années auparavant, il aurait été inimaginable qu'une femme ou un homme soit élu à de hautes fonctions après avoir organisé des occupations illégales de banques pour défendre des familles ayant suspendu le paiement d'une dette.

Aux quatre coins de la planète, des mouvements sociaux, dont le CADTM est partie prenante, remettent en cause le paiement des dettes privées illégitimes, qu'elles soient hypothécaires ou étudiantes, qu'elles soient réclamées par de grandes banques privées, par des agences de recouvrement de dettes, par des fonds vautours ou par des agences de microcrédit. Ce combat est plus que jamais d'actualité.

Eric Toussaint

Notes

[1] 1 000 milliards de dettes en suspension de paiement (connus aussi par l'abréviation anglaise NPL, Non performing loans). Cela représente, selon l'Autorité bancaire européenne, 5% du total des crédits octroyés par les banques dans l'Union européenne.

[2] Les banques sont poussées par les autorités de contrôle et par la BCE à se défaire des dettes impayées (NPLs) en les revendant au rabais à des tiers comme ces fonds vautours.

[3] Voir également [cet article de presse](#).

[4] Sur les causes de ce montant très élevé en Grèce, voir Eric Toussaint, « [Grèce : Les banques sont à l'origine de la crise](#) », publié le 23 décembre 2016.

[5] Voir Fatima Martin, « [Les fonds vautours pillent le plus élémentaire : le logement, l'alimentation et l'électricité](#) ».

[6] Voir en espagnol : Fatima Martin, « [Blackstone, el casero buitre global : De los alquileres protegidos de Madrid a los narcopisos de Barcelona](#) ».

La source originale de cet article est [Bastamag / CADTM](#)
Copyright © [Eric Toussaint](#), [Bastamag / CADTM](#), 2017

Articles Par : [Eric Toussaint](#)

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca